

LA LONGUE MARCHÉ ZAPATISTE

Michel Husson

La triomphale arrivée des zapatistes à Mexico représente un double retournement de situation, qui ne concerne pas seulement la position de l'EZLN, mais l'ensemble du champ politique mexicain.

Sept années se sont écoulées depuis le début de l'insurrection zapatiste, le 1er janvier 1994. C'est le jour d'entrée en vigueur de l'Alena - le traité de « libre » commerce signé entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique - qu'a surgi ce sigle nouveau : EZLN. Cette armée a déjà une histoire que l'on peut résumer en quelques étapes. Après avoir constaté la réalité de l'insurrection et l'implantation de l'EZLN, le gouvernement du PRI avait bien dû choisir la voie de la négociation, d'autant plus qu'il lui fallait affronter une double crise. En décembre 1994, le peso s'effondre, enfonçant le pays dans une très profonde récession. A l'intérieur du PRI, les luttes de faction prennent un tour violent avec l'assassinat de Colosio, candidat à la présidence, puis du président du parti, Ruiz Massieu.

"Nous n'irons pas demander pardon ou supplier, nous n'irons pas demander l'aumône ou recueillir les restes qui tombent des tables abondantes des puissants. Nous irons exiger ce qui est le droit et la raison de tout être : liberté, justice, démocratie, tout pour tous, rien pour nous!" Les zapatistes avaient une conception exigeante de la négociation. Et celle-ci semble déboucher, avec le soutien de mobilisations nationales et internationales : le 16 février 1996, sont signés les accords de San Andrés. Puis la Commission de Concorde et de Pacification (Cocopa) élabore un projet de loi et une réforme de la constitution. Mais, le 29 novembre 1996, un nouveau tournant intervient et le gouvernement de Zedillo rejette les propositions de la Cocopa. Sous le prétexte fallacieux de défense de la souveraineté nationale, le gouvernement ouvre une période de « guerre de basse intensité » dont le sommet sera atteint avec le massacre d'Acteal où sont tuées 45 personnes dont une majorité de femmes et d'enfants. Le projet consiste à encercler, isoler, harceler et finalement étouffer l'insurrection, en s'appuyant non seulement sur l'armée mais aussi sur les groupes paramilitaires.

Il faut bien dire que cette orientation aurait pu finir par l'emporter. Tout au long de ces années, l'EZLN a certes multiplié les initiatives : rencontres intergalactiques, Convention Nationale Démocratique, formation du FZLN, consultation nationale d'août 1995, appels sublimes du sous-commandant. Mais aucune d'entre elles n'aura permis, pas plus que l'apparition de foyers sporadiques de guérilla dans d'autres régions, de sortir l'EZLN d'un relatif isolement. Cet isolement est à la fois géographique (le Chiapas) et socio-politique (les droits des Indiens) et il manque une articulation avec les mouvements sociaux urbains et avec la gauche traditionnelle.

Un autre phénomène vient alors troubler les cartes, c'est l'émergence progressive du PAN, ou plutôt de son candidat, Vicente Fox, comme alternative au pouvoir du PRI. La volonté majoritaire du peuple mexicain de se débarrasser d'un parti de plus en plus corrompu et antisocial a peu à peu dessiné la perspective d'un vote utile en faveur de Fox. Quelques années plus tôt, en 1988, c'était Cuauhtémoc Cárdenas qui avait sans doute réussi l'exploit mais avait été la victime de la fraude électorale. Le vaste mouvement populaire qui avait poussé sa candidature en avait fait le rassembleur de presque tous les courants de la gauche au sein du PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique). Pourtant, cet élan s'est brisé pour des raisons complexes où domine le caractère timoré du programme de Cárdenas, qui s'est quand même installé à la place de maire de Mexico entre 1994 et 2000. Plus récemment, les atermoiements du PRD, envisageant un moment une candidature commune avec Fox, ont achevé de détourner de lui les électeurs décidés à chasser le PRI.

L'argument du vote utile a bien sûr été invoqué par ceux qui envisageaient de bifurquer vers Fox, dans une tradition très mexicaine de tournant brusque. Tout cela peut paraître invraisemblable et donner le tournis, quand on pense que le PAN est un parti ultra-conservateur, à peu près sur la même orientation néolibérale que le PRI en matière d'économie, et totalement réactionnaire dans

les autres domaines, par exemple l'avortement. Cependant les choses ne sont pas si simples, et pas seulement parce que les électeurs ont utilisé le vote Fox pour sortir le PRI. Les contradictions existent à l'intérieur même du PAN et éclatent d'ailleurs aujourd'hui quant à la ligne de conduite à tenir à l'égard des zapatistes. Ancien président de Coca Cola-Mexique, Fox est en fait une sorte d'aventurier de la politique qui chevauche le PAN sans reprendre totalement son programme. Quelques mois seulement après son entrée en fonction, on commence déjà à évoquer son projet de faire du petit parti Vert, qui n'est qu'une excroissance du PAN, son véritable appareil politique.

Dans ces conditions, l'EZLN paraissait isolée politiquement et voyait son autonomie réduite. Au PRD, elle faisait le reproche de s'allier au PAN, mais elle était en même temps obligée d'enregistrer le discours d'ouverture de Fox. Le risque était que ce silence apparaisse comme un encouragement de fait à sa candidature. Dans tous les cas, les élections présidentielles se jouaient en dehors de l'influence des zapatistes et devenaient un élément décisif de leur destinée. On sait ce qu'il est advenu : le 2 juillet, date absolument historique, le PRI a perdu les élections présidentielles au bénéfice de Fox.

Sur le Chiapas, celui-ci s'est vanté de pouvoir régler la question « en quinze minutes » de discussion. C'est alors que l'EZLN prend une initiative absolument géniale qui a pour effet de restructure l'ensemble du champ politique. Le 2 décembre dernier, quelques jours avant l'entrée en fonction de Fox, il s'adresse à lui et au peuple mexicain et annonce l'envoi d'une délégation dans la capitale. Dans le même temps, il énonce les trois conditions à une reprise de la négociation, dans la recherche d'une issue pacifique :

1. Application des accords de San Andrés, par le vote d'une loi reprenant l'initiative élaborée par la Cocopa ;
2. Libération de tous les zapatistes emprisonnés, au Chiapas ou ailleurs ;
3. Démilitarisation. L'armée occupe 259 positions, et l'EZLN demande qu'elle se retire de sept d'entre elles (Amador Hernández, Guadalupe Tepeyac, Río Euseba, Jolnachoj, Roberto Barrios, La Garrucha et Cuxuljá.

Fox est piégé et doit répondre à une partie de ces revendications. C'est dorénavant l'EZLN qui reprend la main et renverse en quelques semaines la situation politique générale. La marche va être l'occasion pour la « société civile » de mettre fin très rapidement à l'« état de grâce » présidentiel en lui signifiant que le vote anti-PRI n'impliquait pas un soutien à son programme ni une foi aveugle dans sa politique. Il faut bien comprendre que seule l'EZLN était en mesure de s'adresser ce message. Entre elle et Fox, pourrait-on dire, il n'y a plus grand-chose. Le PRD a été laminé et déconsidéré par ses valse-hésitations. Il conserve la mairie de Mexico mais avec un homme, Lopez Obrador, qui ne se distingue pas vraiment du style politique priiste. Tout se passe comme si une partie du PRD était fasciné par la possibilité d'occuper à gauche l'espace ouvert par la défaite du PRI. Ce dernier est évidemment totalement déstabilisé puisque tous ces repères ont disparu. Les appareils qui lui servaient de relais, et en particulier le syndicalisme officiel, sont dans le même état d'incertitude et d'impuissance. On ne peut exclure à terme une réapparition du PRI, un peu à la façon des anciens partis communistes dans certains pays de l'Est, mais, il est pour l'instant hors jeu. Le syndicalisme indépendant est faible et divisé, les mouvements sociaux éparpillés, la gauche radicale réduite à l'état de petits groupes désorientés. Dans ces conditions, la marche zapatiste est une sorte de substitut à une mobilisation populaire chargée de mettre en avant les revendications urgentes aiguës par plusieurs années de fonctionnement chaotique de l'économie. Il y a là, à terme, une contradiction énorme, pour l'instant occultée, entre le programme néolibéral de Fox qui vise par exemple à privatiser l'électricité et le pétrole, et ne correspond en rien aux aspirations d'une bonne partie de l'électorat qui voyait surtout en lui un instrument pour chasser le PRI. C'est toute l'ambiguïté de la démocratisation. Et les effets de la récession qui pointe son nez aux Etats-Unis devraient rapidement limiter les marges de manoeuvre du nouveau pouvoir.

La fonction principale de la marche reste évidemment de restaurer le rapport de forces et de contraindre Fox à la négociation. De ce point de vue, elle constitue un succès considérable. Ce sont en effet des centaines de milliers de Mexicains qui ont accompagné les zapatistes tout au long des 3500 kilomètres de leur marche. Toutes les tentatives pour intimider la caravane zapatiste, pour jouer sur la dénonciation xénophobe des « monos blancos » italiens (on joue sur le double sens de mono qui veut dire singe mais aussi salopette), tout cela a très rapidement échoué. Même les médias les plus réactionnaires ont été obligés de couvrir l'événement à peu près correctement, et Televisa a même retransmis l'entretien entre Marcos et Julio Scherer, le directeur de l'hebdomadaire de gauche Proceso.

L'EZLN sait jouer à merveille sur les symboles historiques et politiques. Ainsi, le 9 mars, juste avant d'entrer dans la capitale, la caravane zapatiste a traversé l'un après l'autre les hauts lieux du zapatisme historique : Anenecuilco, le lieu de naissance d'Emiliano Zapata, Chinameca, où il fut assassiné et Taltizapán, où se trouvait son quartier général. Marcos est accueilli par les enfants et petits-enfants de Zapata et ratifie à nouveau son programme, le « Plan d'Ayala » en critiquant au passage la contre-réforme agraire de Salinas au début des années 90. L'arrivée de Marcos à México évoque irrésistiblement l'épisode historique, immortalisé par cette extraordinaire photographie où l'on voit Villa et Zapata installés dans les bureaux du Palais National. C'était en 1914, et les deux *caudillos* renoncèrent à ce pouvoir, ne sachant qu'en faire.

Le 11 mars, c'est donc l'installation dans la capitale. Après son arrivée triomphale, l'EZLN prend ses quartiers à l'Ecole Nationale d'Anthropologie et d'Histoire et engage avec le pouvoir un curieux bras de fer. La situation est en effet complexe. Fox, le candidat du PAN élu à la présidence accueille Marcos dans les mêmes termes, ou à peu près, que les manifestants : "bienvenue, sous-commandant Marcos, bienvenue aux zapatistes dans l'arène politique et à la discussion des idées". Il va même jusqu'à convier Marcos dans sa résidence présidentielle, et ce dernier se paie le luxe de refuser l'invitation. Pendant ce temps, les organisations patronales multiplient les déclarations provocatrices : Marcos est un délinquant, il faut l'arrêter au lieu de discuter avec lui. Ce faisant, ils ne font qu'exprimer la philosophie profonde des députés du PAN qui ne savent pas quoi inventer pour bloquer le dialogue avec l'EZLN. Tous les prétextes sont bons, jusqu'au passe-montagne, pour refuser l'accès de la délégation au Parlement. Il faut donc bien mesurer les paradoxes de cette situation, en tout cas l'écart qui existe entre la politique de Fox et celle du patronat qu'il est censé représenter.

Devant ces tergiversations, Marcos provoque un nouveau coup de théâtre, le 19 mars, en annonçant son départ de Mexico. Ce magnifique coup de poker réussit et c'est sous la pression que les députés votent finalement une déclaration invitant les zapatistes à s'exprimer devant le Parlement. Mais ce vote a été acquis contre les députés du PAN qui n'ont qu'une majorité relative. Ont voté pour les représentants du PRI, du PRD, du petit Parti du Travail, et ce sont les députés « verts » (on ferait mieux de dire « foxistes ») qui ont fait basculer la décision. Cette situation assez invraisemblable, où la ligne du Président est votée par ses opposants contre son propre parti, annonce une période ouverte et incertaine, mais où les zapatistes ont la possibilité de faire passer en force le vote de la loi indigène, ce qui représenterait un énorme succès politique et une réelle conquête pour toutes les communautés indiennes. Aux dernières nouvelles, la délégation zapatiste sera reçue au Parlement le 28 mars, sans la présence des députés du PAN.

....

Quelle alternative à gauche?

La marche zapatiste crée donc un nouveau rapport de forces, mais vient souligner l'absence d'une gauche indépendante capable, à la fois, de soutenir le combat zapatiste et de proposer une alternative à un gouvernement profondément néolibéral, et dont on mesure mal toute la capacité de nuisance. A défaut de l'émergence d'un tel acteur, qui ne peut plus être le PRD de Cárdenas, trop

englué dans la politique "à la mexicaine", on risquerait même de voir le PRI renaître de ses cendres.

La grande question est de savoir quelle place le zapatisme veut occuper dans ce contexte. Il va évidemment s'appuyer sur son nouveau rapport de forces pour la défense des revendications avancées quant aux droits des Indiens. Mais va-t-il aller plus loin, en visant à une refondation de la gauche à l'échelle du pays ? C'est beaucoup moins sûr : de la tentative précédente du Front Zapatiste de Libération Nationale, il reste un réseau actif de collectifs de soutien, mais toute la philosophie de Marcos s'oppose à la forme-parti et même à la prise du pouvoir. Dans un entretien publié par *Proceso* le jour de son arrivée à Mexico, Marcos se définit comme un rebelle, pas comme un révolutionnaire: "si Marcos et le zapatisme devaient se transformer en un projet révolutionnaire, autrement dit en quelque chose qui ferait naître un acteur politique au sein de la classe politique, alors ce serait l'échec immédiat du zapatisme comme projet alternatif".

Cette question centrale continuera à se poser dans les mois à venir, mais dans un cadre profondément modifié par la superbe initiative zapatiste. Soutenir le combat de l'EZLN et établir la liaison avec les autres luttes sociales, telle est la voie sur laquelle ne manqueront pas de s'engager les centaines de milliers de manifestants de ce mois de mars.